

DÉBAT DES INTERVENANTS

Jean-Michel Severino, président de Investisseurs & Partenaires, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

Il nous reste quelques minutes avant la fin de notre tour de table. J'aimerais en profiter pour poser à nos collègues une question à laquelle j'aimerais qu'ils répondent en une minute. Si, Dieu merci, nous sommes tous réunis ici l'année prochaine, quelle évolution positive aimeriez-vous pouvoir annoncer à notre public ?

Kamel Abdallah, directeur général de Canal Sugar, Égypte

La fusion de la technologie et des petits agriculteurs, et des changements dans les habitudes des gens. Ce sont les deux choses que j'aimerais voir se produire avant l'année prochaine. Chez Canal Sugar, c'est ce sur quoi nous travaillons.

Jean-Michel Severino

C'est une réponse précise.

Bayu Krisnamurthi, maître de conférence à l'Université agronomique de Bogor, ancien vice-ministre de l'Agriculture de la République d'Indonésie

L'année prochaine, je pourrai sans doute vous parler des changements dans la manière dont le secteur privé s'implique dans ces problèmes. Nous avons lancé en Indonésie une sorte de partenariat en agriculture durable, dans le cadre duquel 60 à 70 % des activités concernent l'alimentation et la manière de résoudre les problèmes alimentaires. Je pense que cela évolue de manière très prometteuse et j'espère que d'ici l'an prochain, nous aurons atteint environ 2,5 millions d'agriculteurs avec une approche de sécurité alimentaire.

Jean-Michel Severino

Fantastique, quel bel objectif que de cibler un million d'agriculteurs supplémentaires grâce à une initiative du secteur privé.

Philippe Chalmin, fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine

Mon rêve serait davantage axé sur l'Afrique, notamment subsaharienne, qui, comme vous l'avez vu sur toutes les cartes, est le principal souci en matière d'alimentation. N'oublions pas que la planète comptera un milliard de personnes de plus en 2050, et c'est le moment où la pauvreté alimentaire sera la plus aiguë. En 2003, lors d'un sommet à Maputo, les pays africains ont décidé de consacrer 10 % de leur budget public à l'agriculture. Aujourd'hui, un seul pays,

cela reste à vérifier, consacre 10 % de son budget à l'agriculture et il me semble que c'est l'Éthiopie. C'est malheureusement beaucoup moins dans la plupart des pays africains. Mon rêve serait que le maximum de pays africains disposent d'une véritable politique agricole. Pas le genre de politique de développement, mais de ces politiques comme en Indonésie ou en Égypte, avec des prix garantis pour les agriculteurs, voire certaines subventions de prix pour les pauvres. C'est vraiment un rêve.

Jean-Michel Severino

Faisons en sorte que nos rêves se réalisent. Ainsi, que tous les pays d'Afrique aient une politique agroalimentaire solide et qu'ils consacrent 10 % de leur budget à l'agriculture. Je crois que le taux se situe autour de 3 % actuellement, il y a beaucoup à faire, mais nous y arriverons.

Jean-Marc Astorg, directeur de la stratégie du Centre national d'études spatiales (CNES)

J'ai mentionné l'exemple indien qui a parfaitement su réduire la barrière entre la technologie et l'utilisateur final pour répondre à ses besoins. Bien sûr j'aimerais que cela soit généralisé, en particulier dans les pays pour lesquels l'insécurité alimentaire est la plus importante et que cet exemple se diffuse de manière universelle.